

**CONVENTION POUR LA CRÉATION
D'UN SERVICE COMMUN DE REGULATION DES LARVES DE MOUSTIQUE ET
TRAITEMENT BIOLOGIQUE DU MOUSTIQUE TIGRE
ENTRE
LA COMMUNAUTE DE COMMUNES « MEDOC ATLANTIQUE »
ET LA COMMUNE DE XXXX**

ENTRE

La Communauté Médoc Atlantique, représentée par Xavier PINTAT, son Président, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil de communauté n° du 27 mai 2021 ;

Ci-après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La Commune de xxxxxxxx, représentée par, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération n° du ;

Ci-après désigné « la Commune »

IL A TOUT D'ABORD ETE CONVENU CE QUI SUIIT

Depuis le 1er janvier 2020, l'Etablissement Public Interdépartemental pour la compétence « Régulation des larves de moustique et traitement biologique du moustique tigre » du Littoral Atlantique n'assure plus les missions de démoustication sur les communes. La réalisation des opérations de traitement de confort (communes de Grayan et l'Hôpital, Soulac sur Mer, Talais et Le Verdon sur Mer) et de veille sanitaire (Carcans, Hourtin, Lacanau, Le Verdon sur Mer, Soulac sur Mer, Vendays-Montalivet) ne pourra plus intervenir à compter du 1er janvier 2020.

Par délibération n°D10122019/155 en date du 10 décembre 2019, le conseil communautaire a décidé de créer un service commun mutualisé de « Régulation des larves de moustique et traitement biologique du moustique tigre », dont le coût résiduel, déduction faite des subventions départementales, sera financé par les communes.

Il a également autorisé le président à signer les conventions de service commun à intervenir avec les communes concernées ainsi que tous les actes de transfert des personnels et du matériels repris par la Communauté de Communes, y compris la convention de mise à disposition temporaire du personnel avec le Conseil Départemental de la Gironde, dans l'attente de la création effective du service.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIIT

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de la Communauté ;

Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;

Considérant l'intérêt des signataires de se doter de services communs afin d'aboutir à une gestion rationalisée ;

Article 1^{er} : Objet de la convention

Dans le cadre d'une bonne organisation des services, les signataires des présentes décident de créer le service commun de « Régulation des larves de moustique et traitement biologique du moustique tigre », comprenant des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice des missions de démoustication à savoir : les opérations de traitement de confort et les opérations de veille sanitaire sur la propagation du moustique-tigre (*Aedes Albopictus*).

Communes	Missions du service
Carcans	Veille sanitaire
Grayan et l'Hôpital	Traitement
Hourtin	Veille sanitaire
Lacanau	Veille sanitaire
Le Verdon sur Mer	Traitement et veille sanitaire
Soulac sur Mer	Traitement et veille sanitaire
Talais	Traitement et veille sanitaire
Vendays-Montalivet	Veille sanitaire

La convention de service commun porte notamment sur la gestion administrative, financière et le recrutement des agents, la mise à disposition des moyens matériels (moyens mobiliers et immobiliers, moyens terrestres) adaptées aux contraintes d'intervention du service de régulation des larves de moustique et traitement biologique du moustique tigre.

Article 2 : Situation des agents des services communs

Les fonctionnaires et agents non titulaires, anciennement employés par l'Etablissement Public Interdépartemental et transférés du Conseil Départemental de Gironde, qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont transférés de plein droit à la Communauté.

Les agents sont individuellement informés de la création du service commun dont ils relèvent mais ne peuvent s'opposer à ce transfert.

Les agents transférés en vertu du premier alinéa du présent article conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Sont concernés par cette situation les fonctionnaires et agents non titulaires suivants :

Pour la Communauté de Communes :

- Denis DUBEDAT, agent technique titulaire de catégorie C

- Jonathan CLEMENCEAU, agent technique titulaire de catégorie C
- Un agent technique contractuel saisonnier.

Article 3 : La gestion des services communs

L'autorité gestionnaire des fonctionnaires et agents non titulaires qui exercent en totalité leur fonction dans un service commun ou une partie de service commun est le Président de la Communauté.

Les services sont ainsi gérés par le Président de la Communauté qui dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Dans ce cadre, la notation des agents exerçant leurs missions dans un service commun relèvera de la compétence du Président de la Communauté. Les agents sont rémunérés par la Communauté.

Le Président de la Communauté adresse directement aux cadres dirigeants des services concernés par la présente convention toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service. Il contrôle l'exécution de ces tâches en tant qu'autorité gestionnaire des fonctionnaires et agents non titulaires. Mais il adresse copie de ces actes et informations au maire.

Le pouvoir disciplinaire relève du Président de la Communauté.

La Communauté fixe les conditions de travail des personnels. Elle prend les décisions relatives aux congés annuels.

La Communauté délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale.

En fonction de la mission réalisée, les agents affectés à un service commun sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Communauté ou du Maire.

En cas de difficulté pour programmer les travaux confiés aux agents des services mutualisés, un arbitrage sera réalisé, suivant la procédure suivante :

- les directeurs généraux (ou leurs adjoints ou le cas échéant, l'autorité hiérarchique supérieure des agents) trouvent un compromis entre les besoins de chacune des deux collectivités
- à défaut d'accord, les directeurs généraux des services seront amenés à trouver une solution, en lien, si nécessaire avec les élus concernés.

Le chef du service commun devra dresser un état des recours à son service. Cet état sera adressé, en juin, septembre et novembre de chaque année aux directeurs généraux des services (ou aux directeurs des services Finances) de ces dernières.

Article 4 : Conditions financières et modalités de remboursement

La commune remboursera à la Communauté une somme calculée selon les modalités suivantes :

- une comptabilité analytique afférente au service concerné (fonction 114) par les présentes sera tenue dès le 1^{er} janvier 2021. Cette comptabilité individualisera les postes de dépenses suivants :
 - Mise à disposition des agents

- Coût d'acquisition des produits
 - Coût des véhicules terrestres pour la part affectée à l'activité du service
 - Amortissement des investissements
- la Communauté appellera auprès de chaque commune deux demandes d'acompte :
 - 1^{er} acompte en juin de l'année n : 40 % du coût facturé en n-1
 - 2^{ème} acompte en octobre de l'année n : 40 % du coût facturé en n-1
 - le solde de l'année n sera extrait et facturé sur la base du compte administratif adopté en année n+1. Le paiement du solde interviendra au plus tard le 15 avril de l'année n+1.

Une fois la présente convention expirée ou résiliée, l'année suivant son application, il est pratiqué un ajustement entre les sommes payées lors de la dernière année de son application et les sommes effectivement constatées dans le dernier compte administratif afférent à cette période. Cet ajustement donne lieu à un mandatement dans un sens ou dans l'autre en une seule fois, dans le mois qui suit la date d'adoption de ce compte administratif.

Article 5 : Mise à disposition des biens matériels

Les biens affectés au service commun restent acquis, gérés et amortis par la Communauté. Il s'agit d'une partie des locaux techniques et des deux véhicules d'intervention terrestre.

La communauté de communes met à la disposition du service commun les véhicules suivants :

- 1 local technique situé à Soulac sur Mer
- 2 véhicules utilitaires de type PEUGEOT PARTNER

Article 6 : Commission paritaire de gestion des services communs

Un suivi contradictoire annuel de l'application de la présente convention est assuré par une commission paritaire de gestion des services communs, dont les membres sont désignés à raison de deux membres pour chaque signataire des présentes : le maire, le président de la communauté ou son adjoint/vice-président en charge des services techniques et le directeur général des services de la communauté et de la commune.

Cette commission est créée pour :

- réaliser un rapport annuel de la mise en œuvre de la présente convention.
- examiner les conditions financières de ladite convention ;
- le cas échéant, être force de proposition pour améliorer la mutualisation des services entre la Communauté et la Commune.

Article 7 : Assurances et responsabilités

Durant la mise en commun du service, le ou les fonctionnaires/agents transférés agiront sous la responsabilité de la Communauté. Les sommes exposées au titre de cette gestion commune relèvent des remboursements de frais de l'article précédent.

En cas d'affectation partielle d'un agent à un service commun, le ou les fonctionnaires/agents mis à disposition agiront sous la responsabilité de la Communauté lorsqu'ils rempliront leur fonction au sein du service commun et sous la responsabilité de leur structure d'origine pour les fonctions pour lesquelles ils n'ont pas été mis à disposition.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile, dont au moins la saisine de la commission de l'article 6 des présentes et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues à l'article 9 des présentes.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins six mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention, la Commune versera à la Communauté une indemnisation correspondant au coût des agents transférés jusqu'à ce que ces derniers soient réaffectés sans qu'il en résulte un surnombre par rapport aux effectifs de l'année précédant la résiliation. Ce coût sera égal au montant du maintien en surnombre au sein de la Communauté augmenté des sommes versées le cas échéant au centre de gestion.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus par la Communauté pour des biens ou des services syndicaux transférés/ mis à sa disposition sont automatiquement transférés à la Commune pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la Communauté, dans les contrats conclus par elle pour les services faisant l'objet des présentes.

Article 9 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Article 10 : Dispositions terminales

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Communauté et de la Commune.

Fait à Soulac sur Mer, en deux exemplaires originaux, le

Pour la **CC MEDOC ATLANTIQUE**
Monsieur le Président

Pour la Commune de
Monsieur Le Maire

Xavier **PINTAT**

PROJET

Annexe :

1 – Fiche d'impact

Cette fiche doit notamment décrire les effets sur l'organisation et les conditions de travail, les rémunérations etc. (Voir 4ème alinéa de l'article L. 5211-4-2 DU CGCT).

	Fonctionnaires/ agents impactés par la création des services communs	Résumé de la fiche de poste	Régime indemnitaire applicable aux agents	Supplément familial de traitement	NBI	Traitement total et charges indirectes affectées au poste	Temps de travail et modalités d'organi- sation du temps de travail	Position statutaire	Affectation/ Lieu de travail/ Supérieur hiérarchique	Impact sur le régime indemnitaire/ avantages collectivement acquis
Agents de la Communauté	CLEMENCEAU DUBEDAT									